



## Communiqué de Presse

*de*

**Madame Maryse CARRÈRE**

Sénatrice des Hautes-Pyrénées

*sur*

les annonces du Premier ministre relatives au maintien de la fermeture des remontées mécaniques dans les stations de ski et aux Français contrôlés lors de leur retour de ski à l'étranger

---

A Tarbes, le 02 décembre 2020

Lors des débats cet après-midi sur le Projet de Loi de Finances pour 2021 (PLF2021), j'ai défendu un amendement visant à rétablir une situation que vivent beaucoup de nos communes touristiques dans le département. Ce dernier visait à instaurer une majoration de 0.5 habitant supplémentaire par résidence secondaire pour les communes de moins de 10 000 habitants pour les aider à faire face aux charges et dépenses lourdes dues à l'afflux important et régulier de populations en villégiature. Hélas, il n'a pas été adopté après un avis défavorable du rapporteur et du gouvernement.

Au-delà de la défense de cet amendement, j'ai souhaité profiter de ce moment de parole pour pousser un cri d'alerte en réaction aux annonces du Premier ministre qui m'ont pour le moins surprise. En effet, non content de refuser la réouverture des remontées mécaniques dans les stations de ski, au nom desquelles nous nous battons depuis plusieurs semaines, l'Exécutif a annoncé que des contrôles aléatoires se feraient aux frontières et que les Français qui souhaiteraient aller skier à l'étranger se verraient mettre en quarantaine pendant sept jours. On s'égare dans des considérations qui infantilisent et pénalisent nos concitoyens, et menacent leurs libertés de déplacement...

Voici le texte de mon intervention :

« Merci Monsieur le Président,

Je ne reviendrai pas sur l'objet de cet amendement qui a été très bien défendu par mes collègues montagnardes. Mais je ne peux pas m'empêcher de resituer cet amendement dans le contexte actuel, très actuel, où les stations touristiques, notamment les stations de ski et les stations de montagne, viennent de recevoir des réponses pour le moins effarantes à leur demande légitime d'ouverture à Noël.

Quand les responsables de stations de ski et les maires des communes disent « laissez-nous ouvrir à Noël, nous sommes responsables et prêts », on leur répond « on ne va pas vous laisser rouvrir mais ne vous inquiétez pas, on va arrêter les Français aux frontières pour qu'ils n'aillent pas skier à l'étranger ». Alors franchement, je ne suis pas certaine que cette réponse soit adaptée ni franchement sérieuse. Donc au moins permettez-nous, au travers de cet amendement, d'apporter des réponses adaptées et sérieuses dans ce contexte difficile.

Je vous remercie. »